M 2485 - 239 - 6,00 F

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

N° 239 NOVEMBRE 1994
6FF - 40FB - 2FS - 1$ can.

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

FACE À LA DÉCOMPOSITION DU CAPITALISME

SEUL LE PROLÉTARIAT PEUT OFFRIR UN AVENIR À LA SOCIÉTÉ

Le même jour, le 5 octobre, deux «faits divers» ont fait la une des journaux : le carnage de la secte du «Temple solaire» qui a provoqué plus de 50 morts et «l'équipée sanglante» d'un tout jeune couple qui a fait 5 morts (en comptant le jeune garçon). Au delà de la coïncidence du calendrier, il n'y a pas de lien entre ces deux événements tragiques... apparemment. En réalité, ils sont tous les deux révélateurs de notre époque et de la société d'aujourd'hui. Une société à la dérive, une société qui est en train de pourrir sur pied.

L'ordre du Temple solaire est une secte parmi les milliers qui fleurissent de par le monde à l'heure actuelle. Et cette prolifération n'est pas fortuite comme n'est pas fortuit le développement de l'intégrisme religieux, musulman et autre, ou encore de la drogue. De tout temps, la religion a constitué un exutoire à la détresse humaine. *«Elle est la réalisation fantasmatique de l'être humain, parce que l'être humain ne possède pas de réalité véritable (...) La religion est le soupir de la créature accablée par l'oppression, elle le coeur d'un monde sans coeur de même que l'esprit d'une époque sans esprit. Elle est l'opium du peuple.»* C'est avec ces mots qu'en parlait Karl Marx, le plus grand nom du mouvement ouvrier. C'est pour cela que les époques du plus grand mysticisme sont aussi celles de la plus grande détresse, du plus grand désespoir.

Et notre époque est de celles-ci. Elle est la pire époque de l'histoire de l'humanité. Le mode de production capitaliste, qui avait permis à celle-ci de faire un progrès sans pareil, est aujourd'hui moribond. L'économie bourgeoise est dans une impasse totale. La classe régnante n'a aucune perspective à proposer à l'espèce humaine. Elle ne peut lui offrir que toujours plus de misère, de chômage, de famines, de massacres, sans toutefois être capable, pour l'heure, d'embrigader la société vers une nouvelle guerre mondiale entre grandes puissances comme elle le fit au cours des années 30 à la suite de la grande crise de 1929.

Contrairement à cette époque, en effet, la classe ouvrière n'a pas été écrasée, elle n'est pas défaite et n'est pas prête à marcher derrière les drapeaux nationaux dans un nouvel holocauste. Pourtant, face à la paralysie de la bourgeoisie devant la dislocation de sa société, cette même classe ouvrière, qui seule peut apporter une perspective à l'humanité en détruisant le capitalisme et en instaurant le communisme, n'a pas encore engagé ses combats décisifs affirmant clairement son projet révolutionnaire. C'est pour cela que le désespoir s'étend partout, qu'il règne en maître. C'est pour cela que l'effondrement des fondements économiques de la société capitaliste s'accompagne d'un pourrissement général de celle-ci, de la déchéance non seulement des valeurs idéologiques sur laquelle elle s'appuie, mais de ce qui fonde toute vie en société. C'est un terrain béni pour le mysticisme exacerbé, pour les formes les plus perverties de fuite et de consolation, de recherche illusoire d'une humanité et d'une communauté perdues.

Là où les religions traditionnelles tiennent encore le coup, comme dans certains pays sous-développés, et notamment les pays d'Islam, cela s'exprime dans le surgissement des formes les plus barbares de ces religions, avec, évidemment, la bénédiction et le soutien matériel des Etats et des impérialismes qui y trouvent un moyen de défendre leurs intérêts sordides. Là où les religions traditionnelles se sont effondrées, particulièrement dans les pays les plus avancés, les sectes et la drogue ont pris leur relais. Et le destin de l'ordre du Temple solaire est, à ce titre, exemplaire. C'est un petit concentré du monde actuel où le fric et les armes accompagnent des discours fumeux censés répondre à la détresse humaine. L'idéologie de la secte jouait sur l'angoisse de la fin du monde et la secte s'auto-détruit, à l'image du monde d'aujourd'hui.

Quant au destin tragique de Florence Rey et d'Audry Maupin, lui aussi est révélateur de cette détresse de l'humanité. Ils vomissent cette société et ils l'écrivent en des mots maladroits : *«Pour la cause d'une minorité, on nous empêche d'être nous-même, on nous empêche d'être des hommes. Allons-nous l'accepter ? Allons-nous accepter de mourir pour la marchandise, pour l'argent, pour l'Etat ! »* Ils ne sont pas happés par les sectes ni, apparemment, par la drogue. Ils rêvent d'un monde dirigé par «les conseils de travailleurs», c'est-à-dire qu'ils ont entrevu la solution à la crise mortelle de la société capitaliste. Mais celle-ci ne les lâche pas. La violence et le désespoir qui sue de tous ses pores emprisonne leurs têtes, détournant leur révolte vers une fascination morbide pour les armes et, au bout du chemin, vers le meurtre gratuit et suicidaire. Et elle se paye le luxe d'exploiter leur acte désespéré pour renforcer encore ce qu'ils voulaient détruire, l'omniprésence de l'Etat policier. C'est le lot de toute démarche qui perd confiance dans la lutte de classe du prolétariat. Quelles que soient les entraves qui paralysent pour l'heure cette lutte, qui l'empêchent encore de menacer l'ordre barbare du capitalisme, elle seule représente l'espoir pour l'humanité.

Les «faits divers» tragiques du 5 octobre, comme toutes les tragédies dont nous abreuvent quotidiennement les écrans de télé ne doivent pas servir à renforcer encore le désespoir, le sentiment d'impuissance des prolétaires, comme le voudrait la bourgeoisie. Ils sont un appel au combat.

Fabienne

"AFFAIRES" ET SCANDALES POLITIQUES

LA CORRUPTION, C'EST LE VRAI VISAGE DE LA BOURGEOISIE

La justice se mobilise ! De l'incarcération de l'ancien ministre Carignon en passant par l'affaire du financement de la villa tropézienne de Longuet qui a entraîné sa démission, des finances du Parti Républicain à l'accusation d'empoisonnement de l'ex-premier ministre Fabius et à celle des membres de son gouvernement d'alors Dufoix et Hervé, tout est prétexte à mise en examen et autres actions judiciaires. Et, pour qui douterait encore de la totale neutralité de notre Justice, la magistrature n'hésite pas non plus à poursuivre ses pairs puisque le substitut général Marchi, proche de Léotard, devra comparaître devant le tribunal correctionnel de Lille afin de répondre des délits de «recel d'abus de biens sociaux» et de «faux et usages de faux».

Ces crimes et délits ne doivent pas nous surprendre. Depuis toujours, la bourgeoisie fonctionne de la sorte. De Danton à Napoléon, du scandale de Panama à l'affaire Stavisky sous la IIIe République, de l'affaire Boulin aux très récents délits d'initiés, elle est longue la liste des officiels corrompus. Car s'il est un principe que la classe bourgeoise a fait sien, c'est bien la vénalité. Ces comportements n'ont rien d'étonnant. Ils sont la conséquence logique, naturelle, d'une classe qui fonde son pouvoir sur le mensonge et l'exploitation, sur la défense d'intérêts particuliers au détriment de la majorité. Cependant, à l'heure où la société capitaliste s'enfonce dans sa décomposition, les manifestations de la corruption inhérente à l'existence même de la bourgeoisie prennent une ampleur sans précédent et ne connaissent plus aucune limite. Si la bourgeoisie a toujours eu des moeurs de gangsters, elle ne respecte même plus aucune de ses propres règles mafieuses .

Outre les différents règlements de comptes au sein de la classe dirigeante en vue de la prochaine élection présidentielle dont elle est l'expression, la mise à jour de ces scandales, tous plus sordides les uns que les autres, vise surtout à redorer le blason bien terni de l'Etat démocratique. Certes, il est parfois des affaires qui étant donné leur ampleur, comme celle du sang contaminé où l'on a sciemment inoculé la mort, peuvent difficilement être masquées. Mais là n'est pas l'essentiel. Non, faire comparaître Fabius et ses acolytes, pour une affaire d'ailleurs déjà jugée, est, pour la bourgeoisie, une excellente façon de montrer ô combien notre système démocratique est sain, lui qui peut toujours juger jusqu'aux personnages les plus hauts placés. Mettre à l'écart, voire abattre, politiquement s'entend, quelques brebis galeuses, n'est-ce pas la meilleure façon d'offrir à l'Etat bourgeois un label de vertu ? Assurément. Tel est en fait le véritable objectif que s'assigne toute cette campagne. Car en dernière analyse que ressortira-t-il de tout ce battage ? Que les politiciens bourgeois sont presque tous pourris ? Ça, on le savait déjà. En réalité, avec tout ce matraquage, les médias aux ordres cherchent à nous convaincre que, si notre système n'est pas parfait, il peut néanmoins réagir sainement et qu'à tout prendre, finalement, il n'est pas si mauvais. La bourgeoisie voudrait décidément que les prolétaires fassent leur la vieille formule maintes fois répétée par Churchill : *«La démocratie ne vaut rien, mais rien ne vaut la démocratie».*

Comme dans les années trente, triste époque d'embrigadement des prolétaires derrière les drapeaux du fascisme et

(SUITE PAGE 2)

Sommaire

FRANCE

Il y a 40 ans, partis de gauche et gauchistes embrigadaient les prolétaires dans la guerre d'Algérie ..... p. 2
Varta: Victoire syndicale, défaite ouvrière ..... p. 2

CRISE ET LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE

Grande-Bretagne, Italie
Les syndicats sabotent la combativité des ouvriers ..... p. 3
Nouvelles attaques contre les chômeurs ..... p. 3

SITUATION INTERNATIONALE

Irak : l'aggravation des tensions entre les grandes puissances ..... p. 4
Haïti : vers toujours plus de militarisme et de chaos ..... p. 4
L'Algérie au bord de la guerre civile ..... p. 4
Peste en Inde : un symptôme du pourrissement du capitalisme ..... p. 5
Moyen-Orient : Quand les massacres couvrent les mensonges de la paix ..... p. 5
Sommet du FMI : encore plus d'austérité et de misère ..... p. 5

POLEMIQUE AVEC LE PCI

Dogme ou méthode marxiste ? (II) ..... p. 6

Novembre 1918:
Le prolétariat met fin à la 1ère guerre mondiale ..... p. 8

IL Y A 40 ANS, PARTIS DE GAUCHE ET GAUCHISTES EMBRIGADAIENT LES PROLÉTAIRES DANS LA GUERRE D'ALGÉRIE

Le 1er novembre 1954, l'Algérie colonisée est secouée par une vague d'attentats qui signe les débuts d'une des plus sinistres guerres de la décolonisation. D'une durée de près de huit ans, elle causera la mort de centaines de milliers de prolétaires, algériens et français. Au coeur de la plus longue contre-révolution subie par le prolétariat, en corrélation avec le repartage du monde entre les deux grands blocs de l'Est et de l'Ouest, les luttes de «libération nationale» seront, jusqu'à la fin des années 60, le relais idéologique de la gauche de la bourgeoisie, en prolongement de l'imposture de la Libération de 1944. Succédant à l'anti-fascisme, et en reprenant ses lignes primaires, l'anti-colonialisme - conception caduque du mouvement ouvrier - servira à maintenir les ouvriers européens, américains et russes, derrière leurs bourgeoisies, dans des guerres locales qui ne vont cesser de perdurer à la suite de la 2ème guerre mondiale.

Le contingent français n'avait jamais été utilisé dans une telle proportion en Indochine lorsque l'impôt du sang est exigé pour la guerre d'Algérie. Avec l'hypocrite et sanglante «pacification» qui commence, ce sont des centaines de milliers de jeunes soldats qui sont appelés ou rappelés, l'armée d'active et la police s'avérant de plus en plus débordées sur le terrain.

La gauche de la bourgeoisie aux avant-postes de la défense de l'intérêt national

Le premier ministre d'alors, Edgar Faure, ne fait que poursuivre la politique de répression de son prédécesseur Mendès France, l'égérie de la gauche «socialiste». Puis ce sera au tour du gouvernement «socialiste» de Guy Mollet, acoquiné avec le va-t-en-guerre Mitterrand, de poursuivre la politique de représailles contre la population algérienne, pour tenter de maintenir les résidus de l'empire colonial français. Cette terrible époque illustre encore une fois, après la seconde guerre mondiale que la gauche se situe fondamentalement du côté de la bourgeoisie.

La bourgeoisie française, avec ses gouvernants de «gauche», n'y va pas de main morte. En Algérie, ce sont de terribles massacres qui répondent aux actes terroristes du FLN. L'armée torture à tour de bras, bombarde à qui mieux mieux, met sur pied des camps de concentration. En France, les ouvriers immigrés, quand ils ne sont pas la proie des tueurs du FLN, sont «ratonnés» et massacrés en nombre, comme au mois d'octobre 1961 par la police démocratique du préfet Papon qui a déjà sévi sous Pétain.

Le PCF n'était plus au gouvernement, qu'à cela ne tienne, il a voté avec l'immense majorité de l'assemblée du suffrage «universel» les «pouvoirs spéciaux», le 12 mars 1956 ; immédiatement après, des dizaines de milliers de rappelés traversent la Méditerranée pour aller se faire trouer la peau au nom de l'intérêt national. La gauche cautionne ainsi la guerre à outrance et la torture institutionnelle.

Avec l'enlisement dans cette atroce guerre civile néo-coloniale, et face aux manifestations de rappelés et d'étudiants, mais surtout à la suite du revirement de Khrouchtchev fin 1960 (reconnaissant le gouvernement algérien clandestin), le PCF tourne casaque, organisant des manifestations pacifistes limitées à la revendication d'un cessez-le-feu. Les actions de l'OAS et le putsch des généraux lui fourniront l'occasion de ressortir le vieux croquemitaine du danfer fasciste pour faire oublier son soutien total aux représailles de l'Etat français. Le torchon stalinien n'a fait aucune allusion au massacre incroyable de centaines d'algériens à Paris le 17 octobre 1961 ; par contre, les huit martyrs de Charonne du 8 février 1962 - ses propres manifestants qu'il a envoyés au casse-pipe - lui serviront à occulter son vote des «pouvoirs spéciaux», et son silence devant le massacre par la police parisienne des ouvriers immigrés ratonnés.

Partis de gauche et gauchistes, contre les réactions ouvrières

Les oppositions extra-parlementaires de gauche et d'extrême-gauche, par leur politique ambiguë de dénonciation pacifiste de la «guerre colonialiste» et leur soutien aux «jeunes nationalismes» tout aussi militaristes, contribuèrent à paralyser toute saine réaction de classe contre la guerre, c'est-à-dire contre notre propre Etat capitaliste.

La gauche du parti socialiste, les trotskistes et les anarchistes, se sont félicités immédiatement de cette «insurrection algérienne» de novembre 1954. Ils soutenaient que l'indépendance algérienne entraînerait la désagrégation de la puissance coloniale française, créant ensuite une situation révolutionnaire en France. La plupart de ces groupes fabriquèrent ainsi cette idéologie «tiersmondiste» qui déboussolera le prolétariat jusqu'à la fin des années 60, et les chapelles trotskistes serviront d'école de formation politique à la plupart des futurs dirigeants de l'Etat algérien.

La gauche va donc ratisser large, de l'organisation de manifestations en soutien aux futurs dictateurs tiers-mondistes aux différents comités «porteurs de valise», rassemblant politicards et intellectuels faillis des années 30. Les différentes cliques nationalistes algériennes, qui s'entretuent et massacrent au passage les populations, se verront affubler du grade d'»anti-impérialistes». Malgré les nuances, des Pierre Lambert à la IVème Internationale de Mandel, les louanges convergeront dans le même sens, le soutien au FLN : «*Il ne peut pas y avoir de fraction algérienne plus révolutionnaire aujourd'hui que celle qui combat dans les maquis (sic!). S'opposer à ce mouvement c'est aller à sa perte, car rien ne justifie cette opposition.*» est-il écrit dans «La vérité des travailleurs», et les revues de la dite IVème Internationale reprennent le même discours. Les anarchistes, avec leur pape, ex-socialiste, Daniel Guérin, apportent leur appui au vieux mouvement nationaliste de Messali Hadj du MNA et au FLN, souhaitant leur réconciliation. Indifférents aux réglements de comptes extrêmement meurtriers entre les fractions bourgeoises algériennes (par exemple le massacre de 300 villageois à Melouza), les gauchistes continueront à exalter le combat pour la «libération nationale».

La bourgeoisie française, avec ses archaïsmes et sa lourdeur , finira par être ébranlée, non pas à cause de la guérrilla des «anti-colonialistes», mais sous la pression de la tête de bloc, les Etats-Unis.

La Vème République naîtra donc aux forceps. Les «tortionnaires» Bigeard et Massu, aux ordres des ministres Mollet et Mitterrand, et les généraux «félons» d'Alger, cèderont la place à un autre général, symbole de la Libération et de la «démocratie antifasciste», pour faire oublier les exactions démocratiques et le carnage dramatique d'une puissance en déclin.

Après la perte de l'Indochine, la bourgeoisie française devait se résoudre à lâcher cet autre «boulet colonial», l'Algérie. Après bien des renâclements, le successeur du «socialiste» Mollet, De Gaulle, devait se résoudre à lâcher prise.

Ainsi, ce sinistre anniversaire de la «Toussaint rouge» nous permet de rappeler de quoi est capable la démocratie bourgeoise lorsque les ouvriers sont réduits à l'impuissance et sans perspective : massacres, tortures, exactions de toutes sortes, tels sont ses moyens préférés pour préserver à tout prix ses intérêts.

Damien

GREVE A L'USINE VARTA

VICTOIRE SYNDICALE, DÉFAITE OUVRIÈRE

Avec une photo à la «une» et deux pages d'articles, le journal «l'Humanité» du 23 septembre saluait «*La première grève des travailleurs de Varta*». Productrice de piles électriques, cette petite usine des environs de Colmar, employant 150 salariés, a été le théâtre d'une grève de douze jours que le quotidien stalinien qualifie de «conflit significatif».

Et pour être significatif, ce conflit l'est sans aucun doute, mais sûrement pas pour les motifs que donne «l'Humanité». Ce qui est significatif, c'est que les ouvriers ont obtenu l'abandon du projet de baisse des salaires de 20% en moyenne ... à condition qu'ils travaillent 38 heures par semaine au lieu de 35. Une telle escroquerie équivaut à travailler gratuitement un mois par an !

On comprend la colère et le sentiment d'amertume des ouvriers, d'autant plus que, voilà quelques mois, ils avaient dû accepter une réduction du temps de travail avec perte de salaire afin, leur disait-on, de «sauver 60 emplois».

Le bilan de cette «victoire» s'annonce donc comme une baisse des salaires ajoutée à une augmentation du temps de travail.

Si le journal stalinien exulte et salue une «première victoire», c'est que le PC s'est beaucoup dépensé dans cette affaire. S'il était tellement présent sur les lieux, c'est d'abord pour prendre le relais des deux syndicats présents dans l'entreprise (CFDT et CGC) qui risquaient de ne pas être en mesure de contrôler la situation. Ce sont d'ailleurs ces deux syndicats qui avaient proposé un accroissement de trois heures et demi du temps de travail hebdomadaire. C'est aussi, bien sûr, pour redorer le blason de la CGT, présentée comme le syndicat qui organise la solidarité.

Et cette «solidarité» à la sauce PC, elle est bien connue pour être le meilleur moyen d'isoler les ouvriers en lutte. En appelant la population à soutenir financièrement les grévistes, les staliniens visent à noyer les intérêts ouvriers dans la «population», c'est à dire les commerçants, les élus, les membres d'associations, les syndicats ou «*les gens de la vallée*», comme dit «l'Humanité».

En occupant préventivement le terrain, il s'agit de discréditer toute réelle solidarité qui ne peut se faire que sur le terrain de l'extension de la lutte. A l'inverse, la «solidarité» que prône le PC consiste à dresser un cordon sanitaire autour des ouvriers en lutte, les enfermant dans leur catégorie, leur région.

Pendant les douze jours qu'a duré la grève, le PC et la CGT ont été omniprésents sur les lieux, distillant leur poison nationaliste. Sous le prétexte d'»*ouvrir le débat*» (orientation de leur dernier congrès, visant à améliorer leur implantation), c'est toute la rhétorique habituelle du PC qui a été développée : les problèmes des ouvriers «français» seraient dus aux accords de Maastricht, la crise serait due à une mauvaise gestion patronale, etc. En somme, il s'agit d'éviter que les ouvriers prennent conscience du fait que c'est le système capitaliste qui est dans une crise sans issue.

Cette lutte est bel et bien significative. Significative du fait que les syndicats et le PC visent à saboter les luttes sur le terrain en même temps qu'à entraver la prise de conscience dans la classe ouvrière.

Pour les ouvriers de Varta, les perspectives sont bien sombres. Après avoir subi, en deux temps, une augmentation du temps de travail avec perte de salaire, ils devront faire les frais de licenciements. Comme on l'a vu à Air France voilà juste un an, la bourgeoisie planifie ses attaques. Dans un premier temps, elle fait mine de reculer, signe des accords prévoyant des baisses de salaires pour, soi-disant, éviter des licenciements. Et, quelques temps après, elle procède à ces licenciements. Le tout sous le bon prétexte de la sauvegarde de l'entreprise. Pour les ouvriers, se laisser enfermer par les syndicats sur le terrain de la défense de l'entreprise c'est se condamner à subir toutes les attaques sans possibilité de résister.

Olrik

"affaires" et scandales politiques

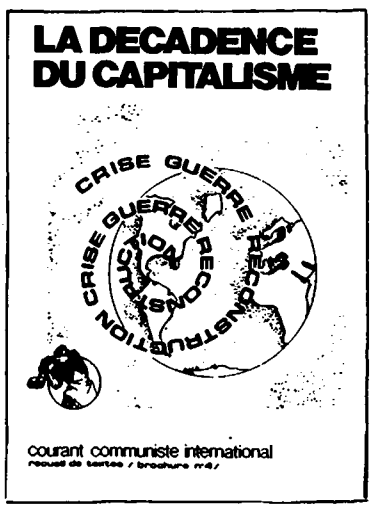
(suite de la page 1)

de la démocratie, ceux qui nous dirigent souhaiteraient que nous nous mobilisions afin de mieux soutenir cette opération «Etat propre». Bref, que nous descendions dans la rue afin d'exiger un juste châtiment pour les coupables et l'instauration d'un véritable Etat, bourgeois certes, mais propre, démocratique quoi. C'est malheureusement, entre autres, avec ce genre de thèmes qu'il y a soixante ans, la gauche est parvenue à entraîner la classe ouvrière sur le terrain de la défense de l'Etat. Quelques années plus tard, la classe exploiteuse faisait accepter à des prolétaires résignés l'engagement dans la seconde guerre mondiale, arguant du fait que la démocratie était mille fois préférable au fascisme.

Adhérer à l'idée selon laquelle un Etat sans tâche puisse exister, à l'instar de ce qui se passe aujourd'hui en Italie avec l'opération «mains propres» conduite par le juge Di Pietro et qui commence d'ailleurs à faire aussi des émules en Espagne, est une dangereuse mystification. Quand bien même tous les politiciens bourgeois seraient «intègres» et mettraient la «raison d'Etat» au dessus de leur enrichissement personnel, c'est l'Etat capitaliste lui-même, cet ultime garant de ce système basé sur l'exploitation et la violence, qui se couvre chaque jour de sang et de boue. Voilà le véritable scandale que le battage actuel veut faire oublier, tout comme il cherche à faire oublier les attaques sans précédent qui s'abattent aujourd'hui sur la classe ouvrière.

Plus que jamais les prolétaires doivent rester sourds à tout ce battage qui vise à les dévoyer de leur terrain de classe et les faire adhérer à la défense de cette sacro-sainte démocratie.

Arkady



LES SYNDICATS SABOTENT LA COMBATIVITÉ DES OUVRIERS

Face à la dégradation accélérée de toutes ses conditions de vie et au chantage permanent que la bourgeoisie exerce sur elle à travers la montée du chômage, la classe ouvrière est de plus en plus acculée à réagir aux mauvais coups qui lui sont portés. Si en France, nous voyons Viannet, secrétaire général de la CGT, appeler à une semaine d'actions fin novembre contre les attaques du gouvernement, ailleurs d'autres manoeuvres syndicales de plus grande envergure se multiplient pour contrer et dévoyer la colère ouvrière, en particulier en Grande-Bretagne et surtout en Italie.

GRANDE-BRETAGNE : Les syndicats pourrissent la grève

Bien qu'elle ait impliqué directement un minimum d'ouvriers, la grève perlée des aiguilleurs du rail en Grande-Bretagne qui a duré pendant trois mois a été d'une portée considérable pour l'ensemble de la classe ouvrière outre-Manche. La bourgeoisie s'est efforcée de porter un coup à toute la classe ouvrière, destiné à décourager l'entrée en lutte des ouvriers dans d'autres secteurs.

Au bout de 19 arrêts de travail répartis sur trois mois d'une lutte enfermée dans le corporatisme le plus étroit derrière les syndicats et les organisations gauchistes, les 4 600 aiguilleurs des chemins de fer britanniques ont royalement obtenu une augmentation de 3,4% sur leur salaire ainsi qu'une prime à versement unique équivalant à 4 000 francs, alors que depuis leur premier arrêt de travail le 15 juin, le non-paiement des journées de grève ont amputé leur salaire de plus de 8 000 francs. Belle victoire en vérité que le journal du PCF, «L'Humanité», sous le titre cynique *«Les aiguilleurs du rail remportent un succès exemplaire»*, célébrait ainsi : *«Après trois mois de lutte, les cheminots britanniques ouvrent une brèche dans la politique d'austérité de John Major. Leur succès est aussi un point de départ contre le projet de privatisation des chemins de fer»*. Animée et contrôlée par les syndicats, qui ont finalement offert une issue négociée au conflit, cette grève a recueilli le plus fervent soutien des gauchistes du Socialist Workers Party (SWP). Leur organe de presse «Socialist Worker» s'est enthousiasmé en proclamant que les *«aiguilleurs du rail était un petit groupe d'ouvriers disposant d'un immense pouvoir. Quand un mouvement de grève avait lieu, il était capable de paralyser tout le trafic ferroviaire»*. Ils démontrent en fait leur parfait cynisme quand on sait que les autres catégories de cheminots contraints à l'inactivité par la paralysie du réseau ont vu leur feuille de paie amputée de la même manière que celle des grévistes lors de chaque journée de grève des aiguilleurs. En fait, la lutte des aiguilleurs du rail a été constamment utilisée par la bourgeoisie pour susciter des divisions et des oppositions d'intérêts entre les ouvriers dans l'ensemble de ce secteur. La bourgeoisie britannique a conjugué tous ses efforts, comme lors de la grève des mineurs en 1984-85, pour persuader les ouvriers qu'une grève n'avait des chances d'aboutir qu'en étant la plus longue et la plus corporatiste possible et que les ouvriers n'avait pas d'autre alternative que de lutter derrière les syndicats. Elle a choisi d'entraîner un secteur très vulnérable aux préjugés corporatistes dans une grève longue qui s'est soldée par une défaite et une division maximum tout en ayant pour résultat de décourager les ouvriers d'autres secteurs de prendre l'initiative pour défendre eux-mêmes leurs conditions de vie. Malgré le succès de cette manoeuvre, les prolétaires n'ont pas d'autre choix que de se préparer à organiser massivement leur riposte et devront pour cela se dégager de l'emprise paralysante des syndicats.

ITALIE : La bourgeoisie dévoie la riposte ouvrière

Trois millions de personnes dans la rue pour le «Corriere della Sera», cinq millions pour «La Reppublica», au cours de 90 manifestations organisées à travers toute l'Italie. La grève générale du vendredi 14 octobre appelée conjointement par les trois grandes centrales syndicales transalpines (CGIL, CISL, UIL) qui a paralysé l'activité de l'ensemble de la péninsule a été présentée unanimement par tous les médias comme «un succès» et comme la plus grande mobilisation sociale du pays depuis 20 ans. «Succès» certes, (au point que les syndicats ont programmé une autre journée de grève générale le 19 novembre) mais pour qui ? Pour la bourgeoisie, pas pour les ouvriers !

La classe ouvrière en Italie est depuis plusieurs années à l'avant-garde des luttes et de la combativité du prolétariat mondial. Elle l'a encore démontré en septembre 1992 face au précédent plan d'austérité du gouvernement Amato (voir RI n°217, novembre 92), où la bourgeoisie avait poussé les prolétaires italiens à s'engager dans une vague de luttes prématurées pour mieux les isoler du reste du prolétariat international. Depuis des années, la bourgeoisie de ce pays a également dû recourir beaucoup plus largement et massivement qu'ailleurs au syndicalisme de base pour mystifier les ouvriers. Aujourd'hui encore, la classe dominante italienne est amenée à utiliser la très forte combativité présente dans la classe pour manoeuvrer les ouvriers.

Mais cette fois, il s'agit pour elle de ramener en première ligne ses appareils syndicaux discrédités pour encadrer les luttes. La grève générale face aux coupes claires budgétaires du gouvernement Berlusconi a permis à la bourgeoisie italienne d'enfermer les ouvriers dans ce piège. C'est pourquoi l'attaque énorme qui prévoit de tailler à la hache notamment dans les pensions des retraités (diminution des versements, allongement de la durée des cotisations et recul de l'âge à 65 ans pour les hommes et 60 pour les femmes, «gel» des départs à la retraite jusqu'en 1996) mais aussi dans les dépenses de santé (notamment diminution du taux de remboursement de médicaments pour les personnes âgées, suppression ou réduction des pensions d'invalidité) a été accompagnée de déclarations provocatrices de Berlusconi. Le médiatique président du conseil n'a cessé d'exciter les prolétaires en raillant la lutte de classes (bien entendu amalgamée à la lutte syndicale) et l'appel à la grève générale lancé par les syndicats comme des méthodes d'un archaïsme dépassé, ajoutant que dix grèves générales ne changeraient rien à sa détermination à faire passer les mesures. En même temps, le président de la république Scalfaro assurait que *«le rôle des syndicats est irremplaçable dans une démocratie»*. Derrière ce cirque, les syndicats, qui n'ont cessé de prêcher auprès des ouvriers pour des sacrifices nécessaires, cherchent à entraîner les ouvriers à réclamer «plus d'équité» dans ces sacrifices.

La grève générale a été précédée d'une série d'actions syndicales présentées comme des grèves soi-disant sauvages et des mouvements pseudo-spontanés. En fait, toute cette agitation visait une occupation de tout le terrain social par les syndicats. C'est ainsi que les RSU (représentations syndicales unitaires), unions des délégués syndicaux dans les ateliers se sont forgés à bon compte une image combative auprès des ouvriers en multipliant des actions stériles. Ainsi, entre fin septembre où les coupes budgétaires ont été rendues publiques et le 14 octobre, quasiment tous les prolétaires des grandes ou moyennes entreprises ont été sollicités tous les jours pour des débrayages tournants de deux heures organisés par équipes dans les ateliers. Ce fut le cas notamment à l'usine Fiat-Mirafiori de Turin, mais aussi dans d'autres entreprises turinoises cloisonnées par secteurs géographiques à des heures ou des jours différents, le plus corporativement et isolément possible les uns des autres. Il en a été de même à Milan, Bologne, Gênes.... Cela ne visait qu'à préparer un maximum de prolétaires à se laisser berner par l'activisme syndical et à les accoutumer à se laisser ramener docilement derrière eux.

En plus, profitant du parfum de scandale dont est entouré désormais Berlusconi impliqué dans les «affaires» de la Fininvest, l'opération de dévoiement des ouvriers dans la campagne «mains propres», était relancée de plus belle. On se rappelle que c'est ainsi que la bourgeoisie avait déjà noyé et étouffé les réactions ouvrières au plan Amato en 92, pour les amener hors de leur terrain de classe derrière la défense de la démocratie. Aujourd'hui encore, le slogan repris le plus largement dans les manifestations du 14 était *«allez les juges ! »*.

Cependant, l'ampleur de la manoeuvre fomentée par la bourgeoisie italienne pour recrédibiliser son appareil d'encadrement syndical des luttes témoigne une nouvelle fois des potentialités et du niveau de combativité de la classe ouvrière auxquels la classe dominante cherche à s'opposer.

CB (19 octobre)

NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES CHÔMEURS

Le chantage crapuleux de l'Etat

Les chômeurs cherchent du travail ? L'Etat va leur en trouver. Il sera peut-être même obligatoire, comme en Belgique.

Cela n'est pas une mauvaise blague. C'est ce que propose en France l'ANPE par la voix de son directeur général, Michel Bon:»...*La collectivité n'est-elle pas en droit de proposer au chômeur indemnisé d'accomplir une tâche d'intérêt général en échange de son indemnisation ?*» En clair, il faut en finir avec le «luxe» des indemnisations pour des chômeurs qui se la couleraient douce ! Il va falloir mériter son allocation de misère. Le cynisme bourgeois n'a hélas pas de limite.

Qu'on ne s'y trompe pas, cela n'est pas une proposition fantaisiste ou grossière d'un agent de l'Etat dont la langue aurait dérapé. Cela représente une orientation réelle de l'Etat bourgeois vis à vis du «traitement social» du chômage. C'est en fait une attaque magistrale contre les chômeurs et leurs conditions de vie, la mise en place d'un chantage ignoble: «c'est cela ou rien!»

Mais c'est également une attaque contre TOUTE la classe ouvrière active, une mise en demeure d'accepter ses conditions de vie actuelles, d'accepter des salaires à la baisse en lui imposant la concurrence de chômeurs et de précaires sous-payés sur des postes qu'ils ne pourront plus refuser.

Malgré tous les beaux discours sur la «réinsertion» que pourrait permettre une telle mesure, c'est à de nouveaux sacrifices que nous appelle l'Etat. En nous faisant prendre des vessies pour des lanternes, la bourgeoisie nous impose encore davantage la faillite de son système, le nivellement de la misère par le bas.

L'Etat français se propose ainsi de suivre les exemples belge, allemand, anglais ou canadien sur le «traitement social» du chômage.

-En Belgique, par exemple, ce travail obligatoire est effectif depuis le 1er octobre pour près de 200 000 chômeurs de longue durée et pour les jeunes chômeurs au sortir de leurs études. 45 h par mois au maximum, payées au lance-pierres sous forme de «chèques chômage».

En cas de refus, suppression intégrale et immédiate de toute allocation chômage. Pire, des sanctions sont prévues pour les chômeurs n'exécutant pas correctement les tâches pour lesquelles ils sont désignés. Leur patron mécontent pourra se plaindre et provoquer, après enquête, la suspension des allocations de chômage de l'intéressé.

-En Grande-Bretagne, l'Employment Service Agency (équivalent de l'ANPE) recommande à ses agences locales de proposer systématiquement aux chômeurs des postes peu qualifiés, mal payés, à horaires difficiles, situés dans des zones éloignées du lieu d'habitation pour «tester leur disposition au travail». Refuser de tels emplois est considéré comme un refus de travailler. Donc, plus d'allocation !

-En Allemagne, le projet de budget 95, déjà approuvé, prévoit la limitation de la prise en charge des chômeurs à un maximum de deux ans et la suppression de cette prise en charge pour les jeunes à la recherche de leur premier emploi.

Il est clair que la bourgeoisie entend aligner tous les pays sur les mesures les plus dures contre la classe ouvrière, visant à faire appliquer des politiques réduisant drastiquement le coût du chômage qui «grève le budget des Etats» et à le faire payer toujours et encore au prolétariat.

La justification par la bourgeoisie de ces travaux forcés fait appel bien évidemment à la lutte «contre le travail au noir», «contre le travail précaire», «contre l'exclusion sociale» des chômeurs.

Balladur lui-même se fend d'un *«plan de lutte contre l'exclusion»* et précise que «...*notre pays ne peut s'accommoder d'une société à deux ou trois vitesses, miné par la constitution d'une économie parallèle reposant sur le travail au noir...*»

Et Michel Bon, encore lui, de se faire l'écho concret d'une telle orientation: *«Je crois nécessaire d'agir sur le coût du travail si l'on veut remédier au chômage des non-qualifiés. Pour beaucoup d'entreprises, un salarié non qualifié ne vaut pas les 10 000 F par mois qu'il coûte...»* Cela a au moins le mérite d'être clair et sans bavure. En d'autres termes «bossez mais pour des clopinettes». On comprend mieux leurs insistances sur la pseudo-réinsertion des chômeurs par les petits boulots payés au lance-pierres.

Et la proposition d'une possible augmentation de 4 ou 6 mois du service national pour tous les jeunes conscrits volontaires avec l'objectif d'une aide à la qualification professionnelle vient conclure provisoirement le tableau de ce que l'Etat nous concocte pour «notre bien».

Pour toute la classe ouvrière, le message doit être clair: le pire reste encore devant nous, concernant nos conditions de vie. Il n'y a pas d'autre choix que de lutter. Lutter ensemble. Tous ensemble. En refusant la concurrence et le chantage.

Stopio

DERRIÈRE L'AVERTISSEMENT DES ETATS-UNIS À L'IRAK

L'aggravation des tensions entre les grandes puissances

19 000 soldats sur place en quelques jours, 45 000 autres en route, et 156 000 en état d'alerte, 650 avions militaires, dont plusieurs bombardiers B-52 et avions furtifs Stealth : c'est la puissante armada que les Etats-Unis s'apprêtaient à mettre en place en quelques semaines, dans le but d'anéantir une fois de plus les "hordes" de Saddam Hussein.

On pouvait croire que c'était reparti comme en 1990, qu'à nouveau, le « *satanique tyran* » de l'Irak allait s'affronter à la toute-puissance américaine. Mais tout est rentré bien vite dans l'ordre, et Saddam a rangé sagement ses billes, évitant d'engager le combat.

Et à cette occasion, on a aussi vu la Chine, et au premier chef la Russie et la France, s'opposer au sein du Conseil de sécurité de l'ONU à la politique de Washington.

En poussant ses troupes vers le Koweït, Saddam Hussein n'avait nullement l'intention de l'envahir, et n'en avait de toute façon pas les moyens, tout comme il savait que cela ne l'aiderait pas à desserrer l'étau de l'embargo. Ce qu'il cherchait plutôt, c'est d'une part à enfoncer encore plus un coin entre les grandes puissances, d'autre part à détourner massivement l'attention d'une population saignée à blanc, au moment où il réduisait de moitié les rations déjà rachitiques auxquelles elle est soumise.

Le Conseil de sécurité de l'ONU : un panier de crabes

D'ailleurs, toute la diplomatie internationale, à commencer par celle des Etats-Unis, était bien persuadée qu'il ne s'agissait que de simples manoeuvres, qui n'avaient aucunement pour but de rééditer l' « exploit » de 1990. Le gouvernement israélien lui-même était resté parfaitement serein. Et dans cette aventure, il est évident que Saddam a même été « conseillé » par la Chine, la France et la Russie, qui s'activent en douce depuis trois ans pour autoriser l'Irak à effectuer des ventes de pétrole. Le ministre de l'information irakien en personne, Hammadi, se permettait ainsi de déclarer : *« Nous avons coordonné notre action avec la Russie, la Chine, la France, le Pakistan, et de nombreux autres pays. Aujourd'hui, une majorité du Conseil de sécurité s'oppose à l'attitude intransigeante des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. »* On ne peut être plus clair.

On voyait l'ensemble des pays arabes, Syrie en tête, se ranger immédiatement derrière l'ultimatum américain ; la Grande-Bretagne elle-même, qui avait pourtant montré peu avant des désaccords profonds avec les orientations de son parrain américain sur la politique dans l'ex-Yougoslavie comme sur le règlement de la question irlandaise, apportait son soutien zélé à la résolution proposée par les Etats-Unis. Mais la discipline au sein des «alliés» n'est plus la même que celle obtenue de force, lors de la guerre du Golfe. Ce sont les bourgeoisies russe et française qui ont brandi ouvertement et avec le plus de virulence le flambeau de l'anti-américanisme à l'ONU.

D'abord, en essayant de faire pression pour décider de la levée de l'embargo, en fonction de la bonne volonté irakienne de reconnaître les frontières du Koweït et de se soumettre aux contrôles de l'ONU sur son armement. Mais c'est devant la décision américaine de disposer et renforcer sa présence militaire que les tiraillements se sont exprimés avec le plus de force.

Ainsi, Léotard, avant de se faire moucher par Madeleine Albright, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, soutenait que les mouvements de troupes irakiennes n'avaient *«rien qui soit contraire aux résolutions de l'ONU»*. Et Juppé remettait en question, avec la Chine et la Russie, la proposition américaine de mettre sur pied une zone d'exclusion terrestre dans le sud de l'Irak, n'apportant *«qu'un soutien critique au déploiement américain dans le Golfe» ;* déclarations auxquelles Bagdad rendait bruyamment «hommage» !

C'est aussi la Russie qui contrait la bourgeoisie américaine, en se portant garante du fait que *«la reconnaissance de l'émirat par la direction irakienne est claire et sincère»*, freinant des quatre fers pour empêcher le vote de la résolution américaine.

Les Etats-Unis dans leur rôle de gendarme du monde

Si la réaction américaine pouvait sembler hors de proportions, cette démonstration de force leur a permis de montrer à nouveau leur capacité de mobilisation sur le terrain militaire et de manifester leur détermination à imposer le *statu quo ante* face à leurs «partenaires» au sein du Conseil de Sécurité.

Finalement, comme il fallait s'y attendre, Saddam Hussein a retiré ses troupes, et les Etats-Unis ont imposé une résolution qui impose à l'Irak un «gel» militaire de toute la région au Sud du 36e parallèle, leur donnant par la même occasion les pleins pouvoirs pour intervenir militairement, que ce soit dans le cadre de l'ONU ou pour leur propre compte.

Cependant, tout cela n'est que partie remise, car si la France et la Russie ont ravalé leur salive momentanément, rien n'indique que l'épreuve de force est terminée, tout au contraire. Alors que les autres grandes puissances ne peuvent que tenter de remettre en cause l'hégémonie des Etats-Unis, cela ne peut que contribuer à renforcer les tensions impérialistes sur la scène mondiale..

KW (21 octobre)

INTERVENTION AMÉRICAINE A HAÏTI

Vers toujours plus de militarisme et de chaos

Aristide a donc repris son poste. L'homme auquel la CIA, en 1990, s'ingéniait à barrer la route du pouvoir — sans doute parce qu'il était à l'époque trop proche des intérêts de l'impérialisme français — a été réinstallé sur le trône présidentiel par les bons soins des *« boys »* de Clinton, Carter et Powell. Ainsi va la politique bourgeoise. Pragmatique ? Peut-être. Dénuée de toute morale et cynique, sûrement.

Aux Etats-Unis, les chaînes de télévision n'ont pas manqué de retransmettre l'arrivée du prêtre-président à Port-au-Prince. La presse, là-bas, a félicité Clinton pour le service qu'il a ainsi rendu à la cause mondiale de la démocratie. De ce côté-ci de l'Atlantique, si l'on a repris le couplet démocratique, c'est uniquement parce que cela ne fait jamais de mal d'enfoncer ce clou dans la tête des prolétaires : rien n'est plus précieux que défendre les vertus de l'Etat bourgeois, hors desquelles il n'y aurait que dérives totalitaires. Pour le reste, la France, l'Allemagne et les autres ont été plutôt avares en compliments.

Pourquoi ? Parce que le succès américain a été marqué contre elles. Depuis le départ, la visée principale de l'opération « Soutien à la démocratie » revenait pour l'oncle Sam à intimer, une nouvelle fois, le respect aux grands Etats mondiaux qui contestent son leadership. Et accessoirement, mais de manière non négligeable, à rappeler aux bourgeoisies latino-américaines (notamment à Castro et sa clique) que les Etats-Unis demeurent le maître du jeu sur tout le Nouveau Monde. Ce qui intéressait l'impérialisme américain était de faire une autre démonstration de ses capacités d'intervention diplomatique et surtout de sa force militaire. Sur l'air : qui est le plus grand champion de la liberté et la seule puissance à pouvoir rétablir la paix dans le monde sinon les Etats-Unis ? Personne ne peut en tout cas contester, du moins pour l'instant, que l'intervention américaine à Haïti remplit son mandat. Et même au-delà, puisque le compromis initialement signé par les émissaires de Clinton et les hommes de la junte de 1991, s'il comprenait la démission de Jonassaint, Cédras et Biamby, ne prévoyait pas leur exil hors de l'île.

Oui, le premier mobile de Clinton résidait bien là. Ensuite, d'autres raisons ont joué, d'ordre plus interne, tel le besoin qu'a l'hôte de la Maison-Blanche de combler le déficit de crédit dont il souffre dans l'opinion publique aux Etats-Unis, que ce soit par rapport au retard des « réformes » sociales annoncées lors de sa campagne électorale présidentielle ou bien sur le terrain de la politique extérieure. De ce dernier point de vue, l'expédition haïtienne sert évidemment à estomper l'effet fâcheux du fiasco de l'aventure somalienne. Il y a au moins un motif, parmi ceux allégués, qui est pur mensonge : venir en aide à l'infortunée population haïtienne. De cela, les Etats-Unis n'ont vraiment que faire. Cyniquement, une seule chose les préoccupe dans ce domaine : stopper le flux des boat-people vers la Floride. Pour le reste, ce n'est pas le malheureux demi-million de dollars que Clinton a alloué au père Aristide qui va permettre à celui-ci de redonner vie à l'économie totalement exsangue de son pays. C'est dire que les travailleurs haïtiens n'ont aucune illusion à se faire sur les bienfaits de la nouvelle démocratie aristidienne (ou autre) : même « protégés » par les baïonnettes des marines américains, ils vont manger de la vache enragée de plus belle.

Le désordre social est tel, à Haïti, et les fractions bourgeoises locales tellement incapables de faire passer leurs intérêts de clan derrière les impératifs d'Etat, que la situation est pratiquement sans issue. Si bien que le corps militaire américain, qui manipule Aristide comme une marionnette et tient ce morceau de l'île dominicaine à bout de bras, n'apparaît pas pas au bout de ses peines et risque bien, finalement, de s'enliser dans un nouveau bourbier. D'autant plus que les grandes puissances rivales des Etats-Unis (notamment la France, dont Haïti, avant 1991, était une zone d'influence) vont selon toute probabilité faire le nécessaire, en sous-main, pour pourrir un peu plus le terrain sous les rangers des soldats américains.

Ainsi va le capitalisme. Sous prétexte de démocratie et d'humanisme, il exacerbe en réalité les contradictions impérialistes et alimente le chaos du monde.

Sonia.

L'Algérie au bord de la guerre civile

Avec l'enlèvement le 25 septembre du chanteur contestataire berbère Matoub Lounes, et l'assassinat quelques jours plus tard d'un autre chanteur populaire, Hasni, un nouveau pas a été franchi dans le développement du chaos en Algérie. En effet, la grève générale de quarante-huit heures, la seconde en quinze jours lancée par le Mouvement culturel berbère (MCB) le 5 octobre, la manifestation de 100 000 personnes à laquelle elle a donné lieu, ainsi que les appels à former des groupes d'autodéfense, marquent une extension de la guerre civile larvée. Depuis février 1992, elle a provoqué, officieusement, 30 000 victimes.

Cet enlèvement ne pouvait que jeter de l'huile sur le feu, dans une situation largement propice aux provocations et aux manipulations de tous bords. Depuis de nombreuses semaines, la Kabylie, région jusque là relativement épargnée, a été le théâtre d'affrontements entre les islamistes et les forces de l'Etat algérien. Les incendies de l'été dernier, faisant trente morts, sont peut être imputables à des éléments des services de sécurité, afin de faire rentrer dans la danse macabre la population de cette région opposée traditionnellement aux islamistes. De même, les attentats contre des chanteurs populaires en Kabylie, attribués aux islamistes, ne pouvaient que contribuer à faire basculer la population dans le camp de la fraction algérienne opposée aux négociations entre le pouvoir et le FIS. C'est ainsi que cette population a été appelée à la défense de la Kabylie, *«ultime rempart de la démocratie contre la mise à mort de la République»* (La Liberté, journal algérien proche du MCB).

C'est donc derrière la défense de la culture berbère que se sont engouffrés les partisans de l'ordre démocratique. Depuis le 10 septembre est organisé le boycott des écoles pour la reconnaissance de la langue amazight. En enfermant les prolétaires de cette région dans la défense de la culture berbère, nos démocrates cherchent à opposer Arabes et Berbères, Algériens contre Kabyles, poussant ces derniers à soutenir le pouvoir central. Ainsi, le Front des forces socialistes (FFS), le syndicat UGTA et le MCB attisent les braises en appelant ouvertement à la *«guerre totale»* et à la constitution de *«groupes armés»* et de *«groupes d'autodéfense»*. A ce conflit entre les démocrates et les «fous de Dieu», s'ajoute un antagonisme opposant le FFS d'Aït Ahmed au Rassemblement pour la culture et la démocratie ayant pour enjeu l'hégémonie sur ce mouvement nationaliste.

A cette effervescence, il faut ajouter une série d'attentats sans précédent qui ont eu lieu dans la capitale algérienne à la mi-octobre, visant principalement des locaux universitaires. Cette escalade de la violence, revendiquée par le Groupe islamiste armé (GIA), a pour but d'interdire la rentrée scolaire. Jamais l'Algérie ne s'était trouvée si proche d'un embrasement général, où les partisans des camps en présence ne cessent d'appeler la classe ouvrière à s'entr'égorger pour des intérêts interclassistes. Et cette course vers le chaos, vers la «libanisation» de l'Algérie, ne peut qu'inquiéter la bourgeoisie française, qui joue sa carte dans la région, et qui se prépare secrètement à «accueillir» un afflux massif d'Algériens. Les préfectures du sud de la France, ainsi que la Croix Rouge, ont été mises à contribution pour répertorier les lieux d'accueil. Paris se trouve donc en première ligne, et s'inquiète de voir arriver cette masse de réfugiés qui ne pourrait que lui poser de sérieux problèmes.

Cela ne va pas sans nous rappeler ces réfugiés albanais de 1990 en Italie, parqués comme des bêtes dans les stades pour être, au bout du compte, refoulés dans le pays qu'ils cherchaient à fuir. Car, pour la bourgeoisie, ce qui se joue en Algérie, comme d'ailleurs dans le reste du monde, ce n'est pas le sort des populations soumises à la barbarie, mais une lutte à mort entre les différents camps impérialistes en présence. Et au Maghreb tout particulièrement, les affrontements meurtriers ne sont que la partie visible des rivalités impérialistes entre la puissance tutélaire, la France, et les Etats-Unis, qui, eux , soutiennent en sous-main les islamistes (voir nos précédents articles). Dans cette guerre qui ne dit pas son nom, la classe ouvrière n'a pas de camp à choisir. Son ennemi historique, qu'il soit totalitaire ou démocratique, reste et restera la bourgeoisie.

Yannis (18 octobre)

RETOUR DE LA PESTE EN INDE

Un symptôme du pourrissement de la société capitaliste

Mi-septembre, sept des vingt-cinq Etats de l'Inde étaient déclarés en alerte à la peste, des centaines de cas étaient recensés ; 400 000 personnes fuyaient la ville de Surat, au nord de Bombay, dans une des plus grandes régions industrielles indiennes. Un vent de panique se déclenchait brusquement dans le pays.

La peste. Ce mot suffit à lui seul pour évoquer l'horreur, la misère profonde, avec des odeurs de fin de société et de calamité inéluctable. Ses ravages ont été si violents jusqu'au XVIIIe siècle dans les pays d'Europe, plus tard encore dans les continents africains et asiatiques, que la peste reste encore vivace dans les mémoires, avec ce côté effrayant de catastrophe humaine à grande échelle, bien qu'elle ait pratiquement disparu de la planète.

Mais nous ne sommes plus au Moyen-Age, ni ici dans une jungle reculée ; non, c'est dans une ville ouvrière, industrialisée, dans un monde «moderne» détenant tous les moyens nécessaires aux soins et à la prévention de telles maladies, que l'épidémie s'est déclarée. Les causes ne sont pas à chercher dans une quelconque fatalité. Ce sont les conditions de vie et de travail misérables imposées aux ouvriers qui l'expliquent : logements insalubres et minuscules où s'entassent des familles entières, côtoyant des monceaux de détritus, malnutrition chronique, hygiène alimentaire et couverture sanitaire inexistantes, densité de population ahurissante, travaux dangereux et à peine payés. Voilà la réalité derrière laquelle se cachent le retour soi-disant «inexplicable» de ces épidémies .

En tout cas, la bourgeeoisie et ses médias se sont efforcés de minimiser la chose, comme d'ailleurs généralement les épidémies qui ravagent des régions et des pays entiers. Ces médias qui se font si bruyants, qui savent si bien nous montrer des visages torturés par la faim et la guerre quand il s'agit de justifier les exactions guerrières de leurs bourgeoisies, ont ici voulu atténuer la véritable horreur d'un tel événement. Parce qu'il met à nu la réalité monstrueuse de son système. Parce qu'il montre à tous l'incapacité grandissante du système capitaliste à assurer le minimum vital aux populations, dans des régions du monde de plus en plus nombreuses. C'est encore pour cette raison qu'ils se font très discrets sur l'épidémie de choléra et la famine qui rongent le Rwanda depuis la guerre du printemps. Comme aussi la bourgeoisie française n'a guère fait de publicité sur l'épidémie chronique de sida qui gangrène ce pays depuis des années -30% de la population de Kigali était ainsi considérée comme porteuse du virus dès l'an passé- à la «belle époque» de sa présence là-bas ; ce qui n'a aucunement poussé le gouvernement français, pourtant si «social», à développer une action sanitaire de prévention dans la population : les capotes étaient réservées aux militaires, cela va sans dire. Comme nous n'avons généralement que peu d'écho sur les épidémies de variole, de choléra, et même de lèpre, qui ravagent l'Afrique et l'Amérique du Sud. Soyons sûrs en revanche qu'on en entendra parler haut et fort lorsque cela servira les intérêts de la bourgeoisie.

On peut mesurer là encore l'intérêt réel que portent ces éminents porte-parole des actions «humanitaires» en tous genres aux populations des pays où ils sèment la guerre et la destruction. Et c'est la même «humanité» qui s'est exprimée, lorsque toutes ces bourgeoisies des pays «civilisées», en particulier européennes, se sont empressées d'organiser tout un cordon sanitaire autour de l'Inde, surveillant et mettant en quarantaine le moindre ressortissant en provenance de ce pays ! Mais sans même lever le petit doigt pour envoyer des secours et des médicaments pour enrayer l'épidémie.

Si les médias ont cherché à ne pas faire trop de bruit sur cette épidémie, on nous en a quand même montré suffisamment pour démoraliser les esprits, pour faire passer le message d'une fatalité des catastrophes qui frappent la planète et ses habitants, profitant en outre cyniquement du naufrage de l'Estonia afin de mieux ancrer cette propagande pernicieuse. A l'heure où les ouvriers sont attaqués avec une violence redoublée, où ils sont poussés à reprendre de plus en plus ouvertement le combat, rien de tel que de les frapper un bon coup au moral devant tant d'horreurs «fatales» qui déferlent de partout.

La classe ouvrière ne doit pas se laisser prendre à de tels pièges idéologiques qui ont pour objet de la rendre impuissante et fragile. De telles catastrophes montrent avant tout que, malgré les moyens techniques et médicaux dont il dispose, le capitalisme, mais s'avère totalement incapable d'enrayer la résurgence de telles épidémies. C'est là un des symptômes les plus évidents de la faillite de ce système moribond, qui n'a d'autre perspective que de semer la mort et le destruction, sous le pourrissement nauséabond de son mode de vie.

Moins que jamais, il faut se laisser aller à la démoralisation, et plus que jamais il faut savoir que seul le prolétariat peut détruire ce système décomposé ; qu'il est le seul à pouvoir le faire et qu'il doit le faire sous peine de voir disparaître l'humanité toute entière dans la plus effrayante barbarie.

Albizia (14/10/94)

SOMMET DU FMI À MADRID

Encore plus d'austérité et de misère

Que pouvaient-ils faire pour leur système malade, les grands argentiers du monde, réunis au sommet du F.M.I. et de la Banque mondiale à Madrid, sinon soigner le mal par le mal ? Sinon, proposer une seule potion, toujours la même : saigner encore plus les prolétaires de tous les pays, et faire rendre gorge à l'immense majorité d'une population déjà exsangue.

Pourtant, à en croire la presse de tous bords, il y aurait eu un véritable bras de fer entre le Nord et le Sud. Balivernes ! Au-delà des rituelles demandes de crédits de la part des bourgeoisies des pays sous-développés, s'il y a eu tensions, c'est bien entre les grands pays industrialisés. Elles se sont manifestées quand il s'est agi d'arrêter le montant des nouvelles allocations de droits de tirage spéciaux (monnaie du F.M.I.). Chacun défendait son bout de gras, mais finalement les bourgeoisies allemande, française et anglo-saxonne n'ont pu que baisser pavillon face au diktat américain qui a imposé la somme de 16 milliards. En célébrant leur cinquantième anniversaire, ces vénérables institutions n'ont fait que mettre en relief les nouveaux rapports de force au sein même du G7. En effet, tant que l'ennemi «soviétique» était présent, le rôle de leader du capital américain n'a jamais été contesté. Mais avec la dissolution des blocs, la suprématie américaine doit, pour s'affirmer, affronter les appétits de ses anciens alliés. Aussi, quand les technocrates à sa solde envisagent d'assigner de nouvelles missions à ces temples de la finance pour qu'ils s'adaptent «*à un monde économique profondément différent de celui divisé en deux blocs*», c'est pour leur attribuer un rôle accru de surveillance et de contrôle sur les pays les plus industrialisés.

La fronde s'est faite plus discrète face à la politique impitoyable qu'ont décidé d'imposer ces grands manitous de la finance. Plus que jamais, le F.M.I. et la Banque mondiale conditionnent impérativement une aide de plus en plus parcimonieuse aux Etats à des mesures d'austérité encore plus féroces. Ils exigent des programmes d'ajustement draconiens pour les classes les plus pauvres des pays les plus démunis. On avait déjà pu constater dans les années 80 les effets catastrophiques de cette politique intransigeante qui s'est soldée, pour le continent africain aux abois, par un océan de dénuement et de misère où manque le minimum vital. Loin du compte, ils exigent des réformes structurelles «pour l'emploi» et la remise en question des programmes de «protection sociale» dans les pays du vieux continent. En clair, ils les appellent à tailler à la hache dans les dépenses de protection sociale en réduisant les prestations et en augmentant les cotisations. Ils imposent des régimes secs en matière d'emplois, qui passent notamment par la remise en cause du salaire minimum et des coupes drastiques dans les prestations de chômage. La précarité de l'emploi et la réduction des salaires doivent devenir la règle. En un mot, ils appellent les pays industrialisés à prendre exemple sur les pays pauvres qui ne s'embarrassent pas de salaire minimum, de prestations sociales ou d'allocations-chômage.

La classe ouvrière ne doit pas se laisser bercer d'illusions sur la reprise économique et comprendre qu'inéluctablement, dans le capitalisme en crise permanente, ce ne sont pas les pays occidentaux qui montrent le chemin mais les pays pauvres.

Maud

MOYEN-ORIENT

Quand la réalité des massacres couvre les mensonges de la paix

Le 14 octobre, le prix Nobel de la paix était attribué à Oslo à Yasser Arafat, Itzhak Rabin et Shimon Pérès. *«Pénible coïncidence»*, déplorait le journal «Le Monde», car le même jour, une fusillade entre l'armée israélienne et les forces intégristes palestiniennes du Hamas faisait cinq morts à Jérusalem, parmi lesquels un soldat israélien de 19 ans pris en otage, que l'assaut de l'armée, décidé par Rabin, avait précisément pour mission de libérer. *«Coïncidence»* ? Tu parles ! Quelle hypocrisie, alors que c'est tous les jours que la «paix» au Moyen-Orient, dont on nous rebat les oreilles depuis un an, provoque de nouvelles victimes ! Quelques jours plus tard, survenant le lendemain même de l'accord de paix conclu entre Israël et la Jordanie, c'était l'attentat-suicide dans un autobus en plein centre de Tel Aviv, revendiqué par le Hamas, un des plus meurtriers de l'histoire d'Israël, qui coûtait la vie à 22 personnes.

Cynisme, ça oui ! Il en faut même une sacrée dose à la bourgeoisie pour oser décerner des lauriers de champions de la paix à des tueurs patentés de la trempe d'un Arafat ou d'un Rabin. Pendant des années, le premier a été internationalement mis au ban de la société par ses pairs bourgeois en tant qu'ancien leader notoire du terrorisme palestinien. Quant à l'autre, officier de l'armée israélienne, il a été un de ses chefs militaires pendant la «guerre des six jours». D'ailleurs aujourd'hui, ces assassins peuvent encore donner libre cours à leur vocation puisque Arafat a hérité, à la tête de son micro-Etat, du commandement des forces de répression palestiniennes, qui exercent leurs talents depuis plusieurs mois pour terroriser une population réduite à la misère, tandis que Rabin détient la haute main, à travers son rôle de chef de l'exécutif, sur les opérations militaires de son pays (comme celle déployées actuellement contre le Hamas).

En fait, il n'y a pas lieu de s'étonner. Le Nobel de la paix n'a cessé de représenter une apologie de la guerre. Il suffit de se référer à la brochette de chefs de guerre que la bourgeoisie a toujours su désigner comme «grands amis de la paix» pour s'en convaincre :

-le général Marshall en 1953, chef d'état-major de l'armée américaine pendant la seconde guerre mondiale, ministre de la défense pendant la meurtrière guerre de Corée, et promoteur du plan qui porte son nom, destiné à renforcer le bloc occidental face au bloc russe à l'époque de la préparation de la fameuse «guerre froide» ;

-Henry Kissinger en 1973, grand stratège de la politique extérieure des Etats-Unis et responsable de missions aussi «humanitaires» et «pacifistes» que le bombardement d'Hanoï en 1972 pendant la guerre du Vietnam, ou bien encore de la préparation du putsch de Pinochet au Chili en 1973 ;

-Anouar El Sadate et Menahem Begin en 1977, respectivement instigateur de la guerre du Kippour en 1973 pour l'un, et ex-chef terroriste de l'Irgoun israélien au seuil des années 50 puis principal responsable de l'offensive contre le Liban en 1982 pour l'autre...

Cette nouvelle farce odieuse est de plus en plus incapable de voiler la réalité du développement de la guerre et du chaos, en particulier au Moyen-Orient. Elle illustre pleinement ce que représente la paix dans le capitalisme : un leurre qui alimente directement les entreprises guerrières de la bourgeoisie. Voilà ce que valent les discours pacifistes, les accords de paix et les prix Nobel ! Qui peut encore douter de cet engrenage guerrier quand on voit, en riposte à l'attentat meurtrier du Hamas, le «bouclage stratégique» des territoires palestiniens de Gaza et de la Cisjordanie pour une période illimitée ? Cet étranglement par Israël de ce mini-Etat palestinien contrôlé par Arafat revient, selon l'expression des dirigeants palestiniens, à une *«nouvelle déclaration de guerre économique et sociale»*. L'ordre et la paix que les Etats-Unis prétendent avoir enfin instauré dans cette région du monde ne constituent qu'une formidable accélération de la guerre, des massacres et d'un chaos de plus en plus sanglant.

CB (21 octobre)

Dogme ou méthode marxiste ?

(Suite de la page 6)

gauchisme -de la LCR aux maoïstes-, et qui servent justement à dévoyer le prolétariat de son terrain de classe. En critiquant les groupes gauchistes comme s'il s'agissait de critiques au sein du mouvement ouvrier, ce qu'il se réserve c'est la possibilité demain de s'allier avec lui sur ce genre de terrain, au nom du «mouvement réel», comme il l'avait fait lors de la lutte des foyers Sonacotra. Ce n'est pas par hasard non plus si son dernier numéro titre, à propos des événements de Kigali, «*Impérialisme français hors du Rwanda*», mot d'ordre qui rappelle trop les slogans gauchistes, laissant entendre qu'il faudrait soutenir le camp du FPR, comme si le conflit rwandais ne mettait pas aux prises l'impérialisme français et l'impérialisme américain, comme si, de la part d'authentiques révolutionnaires, il ne s'agissait pas de dénoncer les deux camps en présence.

L'opportunisme est un danger mortel pour les organisations prolétariennes. Il est temps que le PCI voit le cheval sur lequel il est assis et se décide à réagir. Sinon il adviendra de lui, ce qu'il est advenu des PS, PC et trotskistes : les épreuves décisives de l'histoire auront raison de lui, comme organisation du prolétariat.

PE

(1) Et non pas, comme le répète le PCI, les "aspirations politiques et sociales" d'une prétendue "aristocratie ouvrière", achetée par les miettes des profits impérialistes. Pour une critique de cette conception erronée d'Engels et de Lénine, reprise à leur compte par les groupes maoïstes et par le PCI, nous renvoyons le lecteur à la "Revue Internationale" n°25.

DOGME OU MÉTHODE MARXISTE ? (2ème partie)

La première partie de notre réponse à l'article "Une polémique révélatrice du CCI", paru dans le "Prolétaire" n°426, avait volontairement laissé de côté les leçons que prétend nous adresser le PCI sur le rôle et la nature de l'opportunisme, pour se consacrer à la critique des graves confusions de ce groupe sur la question nationale (voir RI n°237). Or, comme nous allons le voir, il y a un lien étroit entre les deux questions et la définition de l'opportunisme que nous sert le PCI n'est décidément que le cache sexe de sa propre dérive.. opportuniste.

«*C'est celui qui dit qui y est !*» C'est à peu près la tactique adoptée par le «Prolétaire» qui, mécontent de s'être vu qualifié par nous de «centriste par rapport à l'extrême gauche bourgeoise» (en l'occurrence le groupe trotskiste Lutte Ouvrière et d'«opportuniste sur la question nationale» (dans les articles de RI n°229 et 232 auxquels il s'attaque), s'essaie à nous renvoyer l'accusation. Le CCI, dit-il, «*appartient lui même intégralement à ce monde des organisations pseudo-révolutionnaires, centristes qu'il affecte de dénoncer bruyamment*». Mieux, on apprend que «*ce n'est pas par hasard que le CCI fait le silence* (?) *sur le rôle réel de l'opportunisme, mais parce qu'il flirte avec la tradition social-chauvine de la même façon qu'un groupe comme LO*». D'ailleurs, «*il a le même type de position que LO*», etc, etc.

Nous ne reviendrons pas sur l'accusation de «flirt avec la tradition social-chauvine» qui concerne nos positions sur la question nationale puisque c'était l'objet de la première partie du présent article. Par contre les laborieuses contorsions qu'opère le PCI pour tenter de faire l'amalgame entre nos positions et celles d'un groupe comme LO, et pour mettre le tout dans le même sac d'un prétendu «opportunisme», montre à quel point le PCI ne sait pas de quoi il parle.

Une vision dogmatique et a-historique de l'opportunisme

En réponse à notre critique qui avait pointé toute la dangereuse ambiguïté de la position du PCI consistant à taxer d'«opportunistes» les différents courants trotskistes depuis longtemps passés à la bourgeoisie, le PCI brandit sa prétendue «*fidélité rigoureuse au vocabulaire comme à l'analyse marxiste*». «*Le CCI*, dit-il, *ignore l'un comme l'autre, ce qui explique qu'il n'a pas la moindre idée du soin mis par les bolcheviks à évaluer l'importance et le rôle politique de l'opportunisme (les organisations traditionnelles du réformisme et de la collaboration des classes) et du centrisme (les courants pseudo-révolutionnaires, congénitalement suivistes par rapport aux premières) (...).* Plus loin, parlant des PC et PS, il les définit comme «*ces forces politiques liées corps et âmes à la bourgeoisie que le vocabulaire marxiste désigne sous le nom de l'opportunisme ou du collaborationisme*»

Le PCI est peut-être fidèle au vocabulaire, mais certainement pas à la méthode marxiste. Le credo qu'il nous sert est encore une fois une vision dogmatique, figée, a-historique qui ignore complètement la dynamique réelle qui caractérise l'opportunisme.

Tout d'abord, le terme d'opportunisme n'a de sens qu'au sein du mouvement ouvrier. La base matérielle de son existence, c'est la pression permanente qu'exerce sur la classe ouvrière et ses organisations, le poids de l'idéologie dominante, celle de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie (1). Et l'opportunisme est justement la manifestation de la pénétration de cette idéologie dominante dans les organisations politiques du prolétariat. Il représente l'abandon progressif des principes de classes au profit des concessions à l'ennemi, le plus souvent au nom de l'efficacité immédiate, et ce jusqu'au point de non retour, celui de la trahison définitive, du passage à la bourgeoisie.

L'opportunisme porte en lui la trahison comme la nuée porte l'orage. Mais il n'est pas identique avec cette trahison. Ainsi il est exact que l'opportunisme au sein de la seconde Internationale jusqu'à 1914 a pris essentiellement la forme du réformisme, c'est-à-dire de l'abandon du programme maximum, celui de la révolution prolétarienne et de la destruction du capitalisme au nom de la possibilité d'obtenir des réformes au sein du capitalisme et des succès parlementaires. Contre cette gangrène, les marxistes révolutionnaires menèrent la lutte au sein des mêmes partis, de la même Internationale. Mais c'est seulement à l'occasion d'épreuves décisives pour les partis ouvriers, lors de grands événements historiques comme la guerre ou la révolution, que l'opportunisme bascule dans la trahison. Et celle-ci est alors définitive, irrémédiable. Lorsque, dans leur immense majorité, les courants opportunistes d'avant-guerre se mettent en août 1914 au service de la bourgeoisie pour l'embrigadement du prolétariat dans la boucherie guerrière, ils cessent d'être opportunistes pour devenir des ennemis de classe. Lénine, que le PCI aime tant citer, est très clair à ce sujet : «*L'opportunisme en 1914 s'est définitivement mué en social-chauvinisme et a définitivement passé du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat.*» («La maladie infantile»)

A partir de 1914, ce n'est donc plus dans les directions social-chauvines traîtres des partis sociaux-démocrates, chez les anciens réformistes, qu'il faut chercher l'opportunisme. Le sort de ces dernières est jeté, elles sont devenues le fer de lance de l'ordre capitaliste contre la révolution. Pour autant, l'opportunisme ne cesse pas d'être un danger très grave pour le mouvement ouvrier. Toute l'histoire du mouvement ouvrier face à la guerre d'abord, puis dans la montée révolutionnaire, est celle du combat des marxistes révolutionnaires contre les courants opportunistes et centristes, une lutte qui se mène au sein des mêmes partis, au sein du prolétariat. Elle s'illustre à Zimmerwald et Kienthal dans la lutte de la gauche contre le «centre», elle se mène au sein du parti bolchevik dans le combat de Lénine pour faire triompher le mot d'ordre de «tout le pouvoir aux soviets» contre les tendances d'abord majoritaires dans le parti à la compromission avec Kerenski. Elle se poursuit dans tous les pays dans le combat des fractions de gauche contre les tendances «centristes», comme celle de Kautsky dans l'USPD , qui fait concession sur concession aux sociaux-chauvins et qui réclame la réconciliation et le retour dans le giron du SPD failli. C'est encore le combat de la gauche italienne pour resserrer les mailles du filet des conditions d'admission à l'IC, mais qui ne suffira pas à empêcher que bien des nouveaux partis communistes, comme le KPD unifié en Allemagne et le PCF en France, se constituent sur des bases laissant la part belle à l'opportunisme. C'est enfin le combat des gauches communistes au cours des années 20 contre la dérive opportuniste de l'IC et sa dégénérescence.

A son tour, la trajectoire des PC illustrera la dynamique mortelle de l'opportunisme. Après la faillite de l'IC avec l'adoption de la thèse du «socialisme dans un seul pays» (1928), ceux-ci, malgré l'âpre combat de la Gauche communiste qui n'a pu éviter l'exclusion, connaissent une brutale accélération de leur dégénérescence, expulsent les derniers opposants, et trahissent enfin en s'intégrant à la politique de défense nationale que la crise des années 30 et la préparation de la nouvelle guerre mondiale imposait à tous les Etats bourgeois. Dès lors ils se préparent au rôle de sergents recruteurs de la seconde boucherie mondiale qu'ils assumeront sans défaillir. Quant au courant trotskiste, issu d'une «Opposition de gauche» marquée d'entrée par l'opportunisme à travers les concessions au stalinisme et au soutien de l'Etat russe, la politique de «front unique», etc, c'est lors de la guerre elle-même, avec son soutien au camp «démocrate» contre le camp «fasciste», au nom de la défense du prétendu «Etat prolétarien», qu'il franchira le Rubicon.

A cette compréhension, qui est celle du marxisme, le PCI oppose une définition de l'opportunisme amputé de tout cadre historique. Sa prétendue «fidélité au vocabulaire» marxiste cache mal une superbe ignorance du soin mis par la gauche révolutionnaire, par Luxemburg et Lénine face à la dégénérescence des partis sociaux-démocrates, puis par la gauche communiste dans les années 30 face à celle des PC, à distinguer l'opportunisme, contre lequel il y a un combat à mener dans les organismes prolétariens, de la trahison qui, lors des épreuves décisives, transforme ces organes en ennemis de classe.

L'aveuglement sectaire du PCI

Et ce n'est pas par hasard. Sa «définition» lui sert surtout à éviter de se prononcer clairement sur le fossé qui sépare les organisations du prolétariat de celles qui sont passées à l'ennemi sans espoir de retour. C'est ainsi qu'il prétend nous donner des leçons de marxiste en clamant :«*Mais, dans la nuit théorique du CCI tous les chats sont gris. A quoi bon se casser la tête à faire des analyses marxistes, puisque, du Front National à Lutte Ouvrière, ce ne sont que des organisations bourgeoises à mettre à peu près sur le même plan*». En vérité, c'est dans l'aveuglement sectaire et mégalomane du PCI, que «tous les chats sont gris» : il y a «Le» parti, c'est à dire lui-même, et tous les autres, qu'on met dans le même fourre-tout de l'opportunisme et du centrisme. Manière confortable de ne «pas se casser la tête», c'est à dire de déserter ses responsabilités de révolutionnaires :

-vis-à-vis de la claire dénonciation de la gauche et de l'extrême gauche de la bourgeoisie;

-vis-à-vis de la défense du camp prolétarien et de l'effort de confrontations entre groupes révolutionnaires en vue de préparer le regroupement des forces de la révolution de demain;

-vis-à-vis de la véritable lutte contre l'opportunisme, à commencer par ce qui se passe en son propre sein. En identifiant l'opportunisme au réformisme et en voyant dans les PC et les PS leurs représentants, on ne fait que nier ce danger.

Le PCI se croît fidèle à Lénine. En réalité, il le trahit, en ne retenant de lui que ce qui l'arrange et en désertant le travail de bilan de 70 ans d'histoire. Il ne se rend même pas compte que de tout temps, c'est bien souvent au nom de la «fidélité à la lettre» du marxisme que la plupart de courants opportunistes ont justifié leurs concessions à l'ennemi.

Les concessions du PCI à l'extrême gauche bourgeoise.

Or c'est malheureusement ce qu'il est en train de faire. Oui, sa position sur la question nationale est du pur opportunisme. Elle est bien l'expression de la pénétration du point de vue bourgeois dans ses rangs, et la manifestation de cette impatience et de cette recherche de succès immédiat qui lui fait préférer le soutien à n'importe quel mouvement de «libération nationale» d'apparence radicale, à la défense claire et conséquente de l'internationalisme prolétarien. Oui, son attitude vis-à-vis des groupes gauchistes de tout poil est du pur centrisme. En bon centriste, il se refuse à appeler un chat un chat, il trouve «trop simpliste», il qualifie d'«*indigence théorico-politique*», la position claire et tranchée, qui comme l'avait fait Lénine vis à vis des sociaux-chauvins, affirme que ceux qui ont sombré dans l'union sacrée et dans la participation à la boucherie impérialiste sont désormais passés à l'ennemi. Or c'est pourtant ce qu'il est advenu du trotskisme, comme avant eux de la social-démocratie et du stalinisme.

Ce refus de désigner clairement le gauchisme comme l'ennemi de classe, le PCI l'a déjà payé cher en 1982, lorsqu'il fut confronté à l'entreprise de destruction de l'intérieur de son organisation de la part des éléments exmaoïstes qu'il avait intégré dans ses rangs. Aujourd'hui encore, elle lui permet de s'autoriser toute une série de concessions au point de vue gauchiste, comme par exemple lorsqu'il se revendique du soutien aux luttes parcellaires, luttes de femmes, luttes d'immigrés, ces terrains de prédilection du

(SUITE PAGE 5)

Le prolétariat met fin à la guerre mondiale

(Suite de la page 8)

ses agents !" (Rote Fahne, organe des Spartakistes, 10 novembre 1918).

Mais, alors que tout au long de la guerre de plus en plus d'ouvriers avaient commencé à comprendre le rôle véritable de la social-démocratie majoritaire, le SPD s'efforça de cacher les antagonismes réels. Il défendait désormais les mots d'ordre suivants : "*La lutte fratricide doit être évitée (...) De presque toutes les villes nous avons entendu que le vieux Parti et les Indépendants se sont rassemblés le jour de la révolution et se sont unis dans le vieux parti unifié (...) Et même si une partie accuse encore l'autre à propos du passé, un jour tel que celui d'hier est suffisamment puissant pour nous faire oublier tout cela. Il n'est pas permis que la tâche de réconciliation puisse échouer à cause de l'aigreur de quelques-uns (...) La main de la fraternité est tendue (...) serrons-nous les mains !*" (Vorwärts, journal du SPD, 10 novembre 1918). Et ce jour-là, jour de la paix, le Vorwärts était le journal que chaque ouvrier voulait avoir. Si, jusque là, tout ce qui venait des rangs du SPD avait été accueilli avec suspicion, le SPD réussissait désormais, avec sa démagogie, à cacher les frontières de classe qui le séparaient de la classe ouvrière. Et beaucoup d'ouvriers tombèrent dans le piège.

Liebknecht écrit dans la Rote Fahne du 19 novembre 1918 : "*Ceux qui appellent le plus fort pour l'unité (...) trouvent maintenant un écho surtout parmi les soldats. (..). La masse des soldats est révolutionnaire contre le militarisme, contre la guerre, et contre les représentants ouverts de l'impérialisme. Par rapport au socialisme, elle est encore indécise, hésitante, immature. Une grande partie des soldats prolétariens, comme les ouvriers, considèrent que la révolution a été accomplie, que nous devons seulement maintenant établir la paix et démobiliser. Ils veulent qu'on les laisse en paix après autant de souffrances. Mais ce n'est pas n'importe quelle unité qui nous rend forts. L'unité entre un loup et un agneau condamne l'agneau à être dévoré par le loup. L'unité entre le prolétariat et les classes dominantes sacrifient le prolétariat. L'unité avec les traîtres signifie la défaite. (...) La dénonciation de tous les faux amis de la classe ouvrière, est dans ce cas notre premier commandement (...)*".

Mais avec ses fanfaronnades sur l'unité, le conseil des commissaires du peuple parvint à s'imposer à l'assemblée générale des conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin. Comme il était partagé également entre SPD et USPD, il réclama le même partage de la direction du conseil d'ouvriers et de soldats de Berlin. Et il y réussit en obtenant de ce conseil exécutif (Vollzugsrat) un mandat comme gouvernement provisoire, avec lequel il pouvait, "démocratiquement légitimé", continuer ses activités contre-révolutionnaires. La classe ouvrière marquait le pas face aux manoeuvres de sabotage du SPD.

oOo

Avec le soulèvement de novembre 1918, la classe ouvrière en Allemagne avait obligé la bourgeoisie mondiale à terminer la guerre. La résistance ferme d'une minorité révolutionnaire, surtout des Spartakistes avec Karl Liebknecht à leur tête, avait fini par porter ses fruits. Mais alors que la classe ouvrière en Russie avait réussi à renverser le gouvernement et à prendre le pouvoir, le prolétariat en Allemagne n'avait pu que commencer la révolution.

"(...) *Ce que nous avons vécu le 9 novembre 1918 était aux trois-quarts plus un effondrement de l'impérialisme existant que la victoire d'un nouveau principe. (...) Ce qui s'ensuivit fut un mouvement plus ou moins chaotique, sans plan, très peu conscient, dans lequel l'unique lien et principe resté sauf était résumé dans le seul slogan: formation de conseils d'ouvriers et de soldats.*" (Rosa Luxemburg, Congrès de fondation du KPD, 1918-19).

Dino

(1) L'USPD était centriste, déchirée entre une tendance de droite cherchant à réintégrer le vieux parti passé à la bourgeoisie, et une autre tendance plus proche des positions révolutionnaires. Les Spartakistes rejoignirent l'USPD pour toucher les ouvriers en son sein et les gagner à eux. Ils scissionneront en décembre 1918, pour former, avec les Linksradikalen, le KPD (Parti communiste d'Allemagne).

VIE DE L'ORGANISATION

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de « RI » ou 5 de la « Revue Internationale », ou des numéros encore disponibles du « Bulletin d'Etudes et de Discussions ».

SOUSCRIPTIONS

C-L (Pontoise) : 135 ;
H. : 30 ;
D. (Rouen) : 300

Bordeaux : Permanence du 8 octobre 1994 : JC : 200 ; R. : 50.

Nantes : Réunion publique du 17 septembre 1994 : M. : 200 ; GP : 200 ; Julie : 200 ; Nicolas : 100 ; Aboulafia : 50 ; Elsa : 20 ; H. : 250 ;

Tours : Permanence du 24 septembre 1994 : Aboulafia : 54 ; Lebé : 50 ; Riquet : 20.

Total : 1859 F.

Vient de paraître

Courant Communiste International
Revue Internationale / 79
4 eme trimestre 1994 — 15ff / 100 fb

Editorial
LES GRANDES PUISSANCES REPANDENT LE CHAOS

Commémorations de 1944
50 ANS DE MENSONGES IMPERIALISTES (2ème partie)

Documents
LA GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE EN 1944

Milieu politique prolétarien
Polémique avec Prometeo - Communist Review
LA CONCEPTION DU BIPR DE LA DECADENCE DU CAPITALISME

Le communisme n'est pas un bel idéal mais une nécessité matérielle, X
ANARCHISME OU COMMUNISME

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.
Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.
Alors que dans les **réunions publiques,** les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME :

Le capitalisme n'a pas de solution au chômage

CLERMONT-FERRAND
Permanence le deuxième mercredi de chaque mois à 18 heures, à la brasserie de la gare routière, Boulevard Gergovia. .

GRENOBLE
Permanence le samedi 3 décembre à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet, face à la gare.
Vente de la presse au marché St-Bruno le samedi 3 décembre à 10h30.

LILLE
Permanence le samedi 12 novembre à 14 h 30 , à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON
Réunion publique le samedi 19 novembre à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Permanence le vendredi 4 novembre à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour .
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE
Réunion publique le samedi 3 décembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M° Chartreux.
Permanence le mardi 15 novembre de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M° Vieux-Port).
Vente de la presse le samedi 12 novembre de 11h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St-Michel (13006).

NANTES
Réunion publique le samedi 19 novembre à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredis 4 novembre et 2 décembre à 20 h 30, à la même adresse.
Vente de la presse à la station du tramway, pl. du Commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS
Réunion publique le samedi 26 novembre à 17 h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Permanence le samedi 12 novembre de 18h à 20h, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de St-Denis (M° St-Denis-Basilique), le 2e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

ROUEN
Vente de la presse les dimanches 13 novembre et 11 décembre, de 11 h à 12 h, au marché le Clos St-Marc, La Fontaine.

TOULOUSE
Réunion publique le jeudi 24 novembre à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.
Permanence les vendredis 4 et 18 novembre, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 13 et 20 novembre, de 11 h à 12 h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS
Permanence le samedi 26 novembre à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.
Vente de la presse tous les deuxièmes vendredis du mois de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St-Paul.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :
. « Contact » - rue Lepneveu
BORDEAUX :
. « Le Roi Lire » - rue Ste-Catherine
BREST :
. « Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès
CLERMONT-FERRAND :
. « Le Papyvore » - 3, rue de l'Ente
. Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras
. « Maison de la Presse » - place de Jaude
DIEPPE :
. « Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue
DUNKERQUE :
. « Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré
GRENOBLE :
. « Le Sphynx » - 6, rue Brocherie
. « L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent
LAVAL :
. « Point presse » - Centre Cial La-Mayenne
. « Maison de la Presse » - place de La-Trémoille
LE HAVRE :
. « Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales
LILLE :
. « Galerie » - 57, rue de Béthune
. Café-restaurant « Le Rainbow» - 17, rue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny
. « Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n° 84, Villeneuve-d'Ascq
LYON :
. « La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7e)
. « La Proue » - 15, rue Childebert (2e)
MARSEILLE :
. « Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1e)
. « Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6e)
. « Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)
MELUN :
. « La Porte Ouverte » - 19, rue du Gal-de-Gaulle
MONTAUBAN :
. « Maison de la Presse » - rue de la République
MONTPELLIER :
. Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud
NANTES :
. « Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur
. « Lanoë » - 2, rue de Verdun
. « Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais
NICE :
. « Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine
ORLEANS :
. « Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance
PARIS :
. « L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14e)
. « Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1er)
. « FNAC » - Forum des Halles (1er)
. « La Boulangerie » - 67, rue de Bagneux (Montrouge)
SAINT-ETIENNE :
. « Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet
. « Utopia » - rue Pierre-Berard
SAINT-NAZAIRE :
. « Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès
TOULON :
. « Hall de Presse » - bd Mal-Leclerc
TOULOUSE :
. « Toulouse Presse » - 60, rue Bayard
. « FNAC » - 81, bd Carnot
. « Les Arcades » - place du Capitole
TOURS :
. « Librairie » - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beaubarnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WCI N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
Allemagne

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde) *(publication en langue Hindi)*
Ecrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) :
FRANCE :100 F- ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-*RI* : abonnement à 3 : 240 F , à 5 : 400 F.
-*Revue internationale* : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de:

R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS
à adresser à :

RI, BP 581 -
75027 PARIS CEDEX 01

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuillez expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure, soutien...)

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F pour frais d'envoi)
Nation ou classe (15 F +8 F/18F)
Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)
Plate-forme et Manifeste du C.C.I. (15 F + 8F/18F)
Organisation communiste et conscience de classe (15 F + 8 F/18F)
La décadence du capitalisme (15 F +8F/18F)
L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)
Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)
Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)
La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21F/33F)
La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)
L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18F)
La Révolution russe (nouvelle édition) (15 F + 8 F/18F)

Le prolétariat en Allemagne met fin à la première guerre mondiale

Tout au long de l'été, la bourgeoisie occidentale a célébré en grandes pompes la fin de la 2ème guerre mondiale en développant un gigantesque battage médiatique visant à faire croire aux prolétaires que seul l'Etat démocratique peut mettre fin à la barbarie guerrière. En réalité, la "paix" bourgeoise n'est qu'un moment de la guerre permanente devenue le mode de vie du capitalisme depuis le début du siècle. Les festivités du cinquantenaire de la "Libération" étaient surtout destinées à embrigader la classe ouvrière derrière les drapeaux de le démocratie pour l'empêcher de comprendre qu'elle constitue la seule force de la société capable de s'opposer à la barbarie capitaliste. Ainsi, comme le rappelle l'article paru dans *RI* n°173 que nous republions ci-dessous, ce ne fut pas une fraction belligérante de la bourgeoisie mondiale qui mit fin à la guerre de 14. C'est le soulèvement révolutionnaire du prolétariat en Allemagne contre la guerre qui obligea toute la classe dominante à signer l'armistice. La révolution d'octobre 1917 en Russie avait en effet constitué le premier épisode de la vague révolutionnaire du prolétariat mondial. Face au risque d'extension de cette révolution en Europe occidentale, la classe dominante n'eut pas d'autre choix que d'arrêter la guerre et d'unir toutes ses forces pour empêcher le prolétariat d'abattre le capitalisme. Cette formidable expérience de la classe ouvrière en Allemagne, les prolétaires doivent se la réapproprier et en tirer toutes les leçons. Pour les ouvriers de tous les pays, elle doit être un encouragement à surmonter leurs hésitations à reprendre le chemin de la lutte et à reprendre confiance en leur propre force.

Le 4 novembre 1918, les marins de la côte baltique se mutinaient à Kiehl contre l'ordre militaire d'embarquer pour une nouvelle bataille navale. Le point d'ébullition du mécontentement contre la guerre était atteint. Après quatre années d'un bain de sang meurtrier, les travailleurs ne voulaient plus payer le prix de ce massacre. L'Etat-major répondit par la répression brutale et infligea des punitions draconiennes contre les marins rebelles.

Immédiatement une large vague de solidarité embrasa Kiehl. Les ouvriers débrayèrent, les soldats désobéirent aux ordres. Comme cela s'était déjà produit à Berlin au début de l'année, ils formèrent des conseils d'ouvriers et de soldats. Cette vague se propagea immédiatement à toutes les principales villes d'Allemagne : le 5 et 6 novembre, Brême et Lübeck entrèrent en action ; Dresde, Leipzig, Magdebourg, Francfort, Cologne, Hanovre, Stuttgart, Nürenberg, Munich furent entre les mains des conseils d'ouvriers et de soldats les 7 et 8 novembre.

Le 9 novembre, des dizaines de milliers d'ouvriers et de soldats prirent la rue à Berlin, qui constitua naturellement le centre du soulèvement, là où le gouvernement avait auparavant déplacé les bataillons qu'il considérait comme les plus "loyaux". "*Les usines se vidèrent elles-mêmes à une vitesse incroyable. Les rues furent envahies de puissantes masses de gens. A la périphérie, où sont situées les plus grandes usines, des colonnes se formèrent, qui se répandirent au centre ville (...) Quand des soldats se trouvaient là, sans même avoir été appelés à le faire, ils rejoignaient volontairement les cortèges d'ouvriers. Hommes, femmes, peuple en armes envahirent les rues vers les casernes les plus proches.*" (R. Müller, La Révolution de novembre, vol. 2, p. 11). Les troupes restées jusque là loyales au gouvernement se rallièrent aux rebelles et remirent leurs armes aux ouvriers. Le quartier général de la police, les grands journaux, les bureaux de poste et télécommunication, le Reichstag (parlement) et d'autres bâtiments gouvernementaux furent occupés ce jour là par des ouvriers armés et des soldats. Les prisonniers furent libérés de leurs cellules. Beaucoup de fonctionnaires s'enfuirent. Le conseil suprême des conseils d'ouvriers et de soldats formé à Berlin se proclama conseil exécutif (Vollzugsrat).

Le 11 novembre 1918, l'armistice réclamé aux Alliés par l'Etat-major allemand dès le 7, était signé. La première boucherie impérialiste mondiale, qui avait coûté 20 millions de morts et d'innombrables blessés, était terminée.

Une vague révolutionnaire mondiale

Avec ce mouvement insurrectionnel, les ouvriers en Allemagne avaient mis en mouvement la plus grande lutte de masse de leur histoire. Toutes les trêves sociales, que les syndicats avaient signées durant la guerre au nom de l'union sacrée, volèrent en éclats sous les coups de la lutte de classe. Les ouvriers se remettaient enfin de la défaite d'août 1914 et relevaient la tête. Le mythe d'une classe ouvrière en Allemagne paralysée par le réformisme s'effondrait. Les ouvriers d'Allemagne firent leurs les nouvelles armes de lutte qu'avaient utilisées avec succès les ouvriers en Russie en 1905 et 1917 : grève de masse, assemblées générales, conseils ouvriers, manifestations de masse.

Dans le sillage du prolétariat en Russie, qui avait renversé avec succès la classe capitaliste un an auparavant, et jà la suite du soulèvement ouvrier et du début de formation de conseils en Hongrie et en Autriche en 1918 également, les ouvriers en Allemagne se portaient à la tête de la première grande vague révolutionnaire internationale de luttes nées de la guerre.

Social-démocratie et syndicats, fer de lance contre le prolétariat

Mais la classe dominante ne resta pas inactive. Tirant les leçons de l'expérience russe, la bourgeoisie allemande avec le commandement militaire suprême prit les choses en mains, ce que le général Groener rapportera plus tard en ces termes : "*A mon avis, il n'existait aucun parti en Allemagne à ce moment-là possédant suffisamment d'influence sur la population, particulièrement au sein des masses, qui aurait pu suffire pour restaurer l'autorité du gouvernement avec le commandement militaire suprême. Les partis de droite avaient complètement disparu, et naturellement il était hors de question de se joindre aux radicaux extrémistes. La seule alternative était pour le commandement militaire suprême de faire une alliance avec la social-démocratie majoritaire (...) Nous nous sommes alliés pour combattre la révolution, pour combattre le bolchevisme (...) Le but de notre alliance, sur laquelle nous nous étions mis d'accord le soir du 10 novembre, était la résistance totale à la révolution, le rétablissement d'un gouvernement de l'ordre par le pouvoir de la force militaire, et la convocation la plus rapide possible d'une Assemblée constituante.*". Le SPD était à nouveau l'axe central de la politique du capital, comme il l'avait été en août 1914, et parce qu'il avait montré tout au long de la guerre combien il était devenu un pilier fondamental de la structure capitaliste.

Le 4 août 1914, la fraction parlementaire de la social-démocratie, à travers sa direction de droite, avait trahi les intérêts du prolétariat en votant les crédits de la guerre impérialiste. Elle avait mobilisé pour la guerre, malgré l'intense résistance d'une minorité révolutionnaire, dont les représentants les plus connus étaient Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Otto Rühle, qui s'organisa plus tard dans le Spartakusbund essentiellement à Berlin, et les Linksradikalen présents en particulier dans le nord et le centre de l'Allemagne.

Mais l'opposition contre cette politique guerrière avait grandi, à la base, avec des grèves qui secouèrent de plus en plus l'Allemagne en 1916-17, et sous la pression des événements de Russie en 1917. L'emprisonnement de Rosa Luxemburg peu après le début de la guerre pour la réduire au silence, et même le confinement en forteresse de Karl Liebknecht ne purent faire taire ces voix les plus connues de la classe ouvrière, mais au contraire stimulèrent les forces de résistance des ouvriers contre la guerre.

Ainsi, en juin 1916, à Berlin 55 000 ouvriers avaient débrayé et manifesté contre la guerre impérialiste et la condamnation de Liebknecht. Comme en Russie, ce ne fut pas le pacifisme qui mit fin à la guerre en Allemagne, mais la lutte de classe du prolétariat. Au sein du SPD, l'opposition avait refusé de payer les cotisations à la direction, de plus en plus de journaux et de sections locales prenaient position contre la guerre. Dès que la direction du SPD loyale au capital s'était sentie menacée de perdre la majorité, elle avait, en avril 1917, expulsé l'opposition, laquelle avait fondé un nouveau parti : l'USPD (parti socialiste indépendant d'Allemagne). (1)

Quant aux .syndicats ils avaient, dès le début de la guerre, déclaré toutes les grèves interdites. Quand, malgré cela, grèves et manifestations ont commencé à augmenter à partir de l'été 1916, les ouvriers les plus combatifs, appelés hommes de confiance, furent dénoncés aux autorités par les syndicats, et envoyés comme chair à canon sur le front. Les syndicats prouvaient là pour la première fois qu'ils étaient devenus des organes de l'Etat, une véritable force de police au sein des usines.

Les appels à l'"unité" pour cacher les contradictions de classe

Alors qu'en Russie, le gouvernement bourgeois provisoire, après la chute du tzar en février 1917, avait continué la guerre impérialiste et provoqué ainsi une résistance plus âpre des ouvriers, des soldats et des paysans, la classe capitaliste en Allemagne réagit rapidement et intellligemment. Le 9 novembre, le Kaiser (empereur) fut déposé et envoyé en exil. Deux jours après, l'accord de cessez-le-feu était signé, enlevant l'épine la plus douloureuse dans la chair de la classe ouvrière. La raison initiale de la révolte des soldats était écartée. Enfin, la remise du gouvernement aux mains du SPD fut le pas décisif pour contenir les luttes. Le 9 novembre 1918, trois chefs du SPD (Ebert, Scheidemann, Landsberg) avec trois dirigeants de l'USPD formèrent le conseil des commissaires du peuple, un gouvernement bourgeois, serviteur du capital, malgré la résistance des Spartakistes et d'autres membres de l'USPD.

"*Scheidemann et Cie, les socialistes gouvernementaux vous ont poussé dans les horreurs de la guerre pendant de longues années, vous ont dit que vous deviez défendre la patrie, alors qu'en réalité seuls les intérêts des brigands de l'impérialisme étaient en jeu. Maintenant, alors que l'impérialisme allemand s'effondre, ils essaient de sauver pour la bourgeoisie ce qui peut être sauvé et tentent d'étouffer les énergies révolutionnaires des masses. (...) Il ne peut y avoir aucune coopération avec ceux qui vous ont trahi pendant de longues années. A bas le capitalisme et*

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « *socialistes* » ou « *communistes* », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX^e^ siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d' « *indépendance nationale* », de « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « *démocratie* », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « *ouvriers* », « *socialistes* », « *communiste* » (les ex-« *communistes* » aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « *front populaire* », « *front antifasciste* » ou « *front unique* », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « *officielles* » ou « *de base* », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « *autogestion* », ni « *nationalisation* » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« *organiser la classe ouvrière* », ni de « *prendre le pouvoir* » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e^ Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.